



HAL
open science

“ A.-M. Blondeau, K. Buffetrille éds., *Le Tibet est-il chinois ?*, Paris, Albin Michel, 2002, 463p. ”

Fabienne Jagou

► **To cite this version:**

Fabienne Jagou. “ A.-M. Blondeau, K. Buffetrille éds., *Le Tibet est-il chinois ?*, Paris, Albin Michel, 2002, 463p. ”. *Perspectives chinoises*, 2003, pp.83. hal-02557399

HAL Id: hal-02557399

<https://hal.science/hal-02557399v1>

Submitted on 28 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Anne-Marie Blondeau, Katia Buffetrille éds., *Le Tibet est-il Chinois ?*
Fabienne Jagou

Citer ce document / Cite this document :

Jagou Fabienne. Anne-Marie Blondeau, Katia Buffetrille éds., *Le Tibet est-il Chinois ?*. In: Perspectives chinoises, n°79, 2003.
pp. 83-84;

https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_2003_num_79_1_3150_t1_0083_0000_4

Fichier pdf généré le 24/04/2018

dernité et reconnaît que l'une peut servir de support à l'autre. Pour compléter son analyse, Ji Zhaojin emprunte au registre des idées reçues un éloge du confucianisme conçu comme vecteur de vertus constitutives de l'esprit d'entreprise : épargne, travail, etc.

Les erreurs de transcription, extrêmement nombreuses dans les notes et la bibliographie, pourraient achever de décourager le lecteur. Ce serait dommage. En dépit de son manque d'originalité, l'ouvrage est le fruit d'un travail sérieux ; il ras-

semble de façon commode des informations dispersées dans de nombreuses monographies et éclaire des mécanismes et des évolutions complexes. C'est une introduction qui sera utile à tous ceux qui s'intéressent à la modernisation chinoise et cherchent à mieux comprendre les formes qu'elle revêt de nos jours. ☺

1. Brett Sheehan, *Trust in Troubled Times. Money, Banks and State-Society Relations in Republican Tianjin*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2003.

Anne-Marie Blondeau, Katia Buffetrille éd., *Le Tibet est-il chinois ?*, Paris, Albin Michel, « Sciences des religions », 2001, 463 p.

Fabienne Jagou

CET OUVRAGE est une réponse au factum *Le Tibet, cent questions et réponses* (Pékin, Beijing information, 1988, 124 p.), diffusé en Chine à l'intention des étrangers dont l'objet est de démontrer l'appartenance du Tibet à la Chine depuis le XIII^e siècle. *Le*

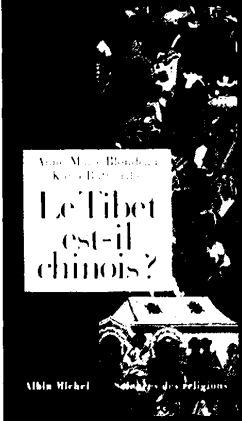
Tibet est-il chinois ? s'organise à l'instar de l'ouvrage mis en cause : il reprend la succession des différentes questions et réponses groupées en neuf sections (les faits historiques, la question des droits de l'homme, la politique envers le dalaï-lama, le problème démographique, les croyances religieuses, la culture et l'éducation, le développement économique, les conditions de vie, les émeutes de Lhassa) auxquelles il propose une réponse scientifique. Deux parties se dessinent clairement : l'une sur l'histoire du Tibet, l'autre sur sa situation actuelle.

La partie historique s'articule autour de la puissance militaire tibétaine du VII^e au IX^e siècle, d'une réflexion sur la date supposée du début de l'appartenance du Tibet à la Chine, de la définition tibétaine des relations internationales, y compris les relations sino-tibétaines. Cette partie se termine par une réfutation des arguments utilisés par les Chinois pour justifier leur invasion du Tibet et le rappel de la rébellion tibétaine de 1959.

L'empire tibétain du VII^e au IX^e siècle est décrit comme un Etat puissant dont les rois, combattifs, étendirent le territoire et reçurent des ambassades

de Chine, des Arabes et des différents Etats turcs. Plus tard, au XIII^e siècle, les Tibétains se soumièrent à l'empire mondial mongol et le Tibet fut gouverné, en majeure partie, par la branche de l'empire mongol qui s'établit en Chine. Il est expliqué cependant que l'idée chinoise selon laquelle les Mongols des Yuan, conquérants de la Chine, se soient considérés comme chinois et aient établi leur empire comme un empire chinois ne tient pas. Enfin, l'histoire dynastique des Yuan (1271-1368) et, plus tard, celle des Ming (1368-1644) excluent le Tibet du territoire de la Chine, d'où la difficulté pour les sources chinoises de s'accorder sur la date à laquelle le Tibet est devenu une partie de la Chine sous la dynastie mongole des Yuan.

A l'époque des Qing (1644-1911), il semble que les Mandchous englobèrent progressivement le Tibet dans le système politique chinois à partir de 1721, en établissant notamment une garnison et une ambassade à Lhassa et en participant à la mise en place de nouvelles administrations tibétaines. Cependant, l'influence des Qing diminua au Tibet tout au long du XIX^e siècle. Durant la dynastie des Qing, le lien de chapelain à donateur s'exerça pleinement. Cette relation s'établissait à tous les échelons de la société tibétaine et, d'un point de vue tibétain, gérait aussi les relations politiques : les maîtres tibétains agissaient en tant que maîtres spirituels tandis que les empereurs mandchous étaient les donateurs. Les Mandchous apportaient la protection militaire à un Tibet dépourvu d'armée et les dons rendaient le bouddhisme florissant. Les Mandchous jouèrent de cette relation pour établir un protectorat *de facto* sur le Tibet car, de leur



point de vue, le Tibet faisait partie de leur empire. Finalement, la domination britannique en Inde et l'intérêt croissant des Britanniques envers le Tibet changèrent l'équilibre politico-religieux traditionnel qui déterminait les relations de la Chine et du Tibet jusqu'au début du XX^e siècle. Entre 1913 et 1950, le Tibet jouit de l'indépendance avec un pouvoir absolu sur ses affaires intérieures et extérieures. En 1950, les volontés expansionnistes et unificatrices de la Chine communiste sont à l'origine de l'occupation chinoise du Tibet. De fait, les allégations chinoises pour envahir le Tibet en 1950, notamment celle selon laquelle les Tibétains auraient eux-mêmes demandé à être libérés des influences étrangères, sont réfutées. Cette partie se conclut avec une mise au point sur la rébellion tibétaine de 1959, suscitée par l'occupation chinoise du Tibet.

La seconde partie de l'ouvrage témoigne de la situation contemporaine du Tibet. A l'argumentation chinoise qui veut que la société tibétaine se soit développée vers plus d'équité et de justice, les chercheurs occidentaux répondent par des faits. Les Chinois éprouvent un réel besoin politique de montrer que le Tibet était féodal et répressif. Or, si les Tibétains s'accordent à dire que la société traditionnelle était inéquitable, on trouve peu de preuves d'une oppression. Ou encore, d'après les Chinois, le bouddhisme est florissant au Tibet ; mais certains témoignages et textes politiques chinois semblent montrer le contraire.

Les émeutes de Lhasa et les motivations des manifestants sont aussi significatives. Quelque cent cinquante manifestations pacifiques ont été réprimées par la force au Tibet entre 1987 et 1996. L'instauration de la loi martiale à Lhasa en 1989 reste la mesure la plus répressive imposée par les Chi-

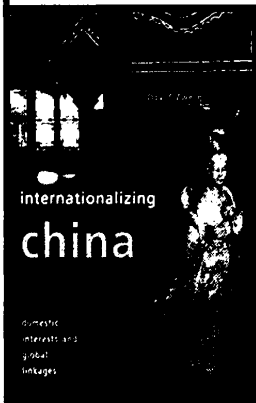
nois au Tibet où les habitants sont victimes d'enlacements et de morts suspectes. Les Chinois accusent le gouvernement en exil tibétain d'être à l'origine des troubles. Robert Barnett explique qu'on ne peut que s'attendre à ce que l'existence du dalaï-lama en exil représente pour les Tibétains une possibilité durable de reconquérir leur identité nationale sous une forme ou sous une autre ; il est difficile de prétendre qu'une telle aspiration à l'indépendance est simplement le résultat d'une conspiration ou d'une provocation artificielle des exilés. Il précise également les termes utilisés par les manifestants tibétains pour définir leurs objectifs : ils voulaient être libérés de la loi chinoise et permettre le retour du dalaï-lama.

Il est toutefois des questions auxquelles il est difficile de répondre. C'est le cas des problèmes démographiques. Les Chinois comme les Tibétains jouent de l'incertitude des frontières tibétaines (selon que les provinces tibétaines de l'Amdo et du Kham soient incluses ou exclues des statistiques) et des recensements.

Enfin, le traitement des thèmes de la culture ou de l'économie, par exemple, offrent un autre regard sur la société tibétaine. Il montre son évolution et son ouverture, tout en regrettant l'effacement de la culture traditionnelle tibétaine.

Tout lecteur désireux d'approcher l'histoire du Tibet sera comblé de trouver une analyse et une réflexion historiques sur un aussi grand nombre de thèmes, en contrepoint des rhétoriques de la propagande chinoise sur le Tibet. Les réactions occidentales aux questions et réponses chinoises sont pondérées et argumentées. Elles forment un ensemble homogène qui dévoile des aspects ignorés de la société tibétaine passée et présente. ☪

David Zweig, *Internationalizing China, Domestic Interests and Global Linkages*, Ithaca, Cornell University, 2002, 291 p.



Jean-Luc Domenach

DISONS-LE tout de suite : sur un sujet essentiel, voici un ouvrage exceptionnel, sans doute destiné à figurer pendant longtemps dans les bibliographies sur la Chine populaire

des années 1980 et 1990. Il compte parmi les meilleurs travaux d'économie politique internationale publiés à propos de ce pays : tant il est vrai qu'expliquer son évolution depuis 1979 nécessite la prise en compte des facteurs à la fois économiques et politiques, intérieurs et extérieurs.

Comme son titre l'indique, ce livre entreprend d'expliquer pourquoi et comment les dirigeants de Pékin décidèrent à partir de la fin des années 1970